

Yémen : le cessez-le-feu n'a pas été respecté

Le misère espoir suscité par l'annonce d'un cessez-le-feu proclamé par les nordistes à partir de lundi minuit aura été de courte durée. La trêve n'a duré que quelques heures et les bombardements ont repris dès hier matin. Les forces nordistes ont continué de soumettre Aden, la capitale du sud, à un intense pilonnage, notamment le secteur de l'aéroport. Elles ont effectué une percée de plusieurs kilomètres en direction de la ville. Les autorités nordistes ont, elles-mêmes, l'aviation sudiste d'avoir bombardé des installations pétrolières dans le nord, pour la première fois depuis le début de la guerre civile le 5 mai.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a appelé hier les belligérents à respecter le

cessez-le-feu, s'inquiétant de la dégradation de la situation au Yémen. Le gouvernement de Sanaa a officiellement protesté lundi auprès de quatre pays de coopération du Golfe, dont l'Arabie Saoudite, qui ont implicitement reconnu dimanche la République démocratique du Yémen, proclamée au sud le 21 mai.

Les habitants d'Aden étaient extrêmement déçus hier devant la reprise des bombardements. Ils misaient sur un arrêt des combats pour se ravitailler en eau, leur principale préoccupation dans cette ville écrasée par la chaleur. Aden est privée d'eau depuis le bombardement il y a quatre jours par les-nordistes de la station de pompage d'eau potable. « C'est une guerre contre les civils », a déclaré un mécanicien de la ville.

Nucléaire : la psychose de la prolifération

Remis en lumière par le bras de fer avec la Corée du Nord, le danger nucléaire préoccupe au plus haut point le Congrès américain qui a débattu lundi de cette question explosive. Une commission législative s'est ainsi inquiétée des nouveaux risques de prolifération induits par le désarmement à travers le monde et la désorganisation du secteur de l'ex-URSS.

« Nous sommes ici pour examiner le commerce international croissant de plutonium et ses implications pour la sécurité nationale » des Etats-Unis, a affirmé Pete Stark, le président démocrate de la Commission économique conjointe du Sénat et de la Chambre des représentants. Il a ajouté que la menace actuelle est « un commerce global en tonnes et

non pas en kilos » de plutonium. Le danger est qu'une « république bananière acquiert un petit morceau de ce produit pour en faire une arme et nous retenir en otage », a-t-il souligné.

La menace apparaît multiforme. L'exode des « cerveaux » du nucléaire soviétique a déjà défrayé la chronique, de même le trafic de « pièces détachées » subtilisées dans les centrales de l'ex-URSS. La situation extrêmement précaire de ces derniers est elle-même très préoccupante.

Les déclarations de la Corée du Nord affirmant qu'elle « n'acceptera jamais » l'inspection de ses sites où serait produit du plutonium ravivent également la suspicion quant à d'éventuels trafics avec des Etats favorisant le terrorisme.

Bosnie : un cessez-le-feu toujours improbable

L'espoir d'imposer un arrêt durable des hostilités en Bosnie s'est encore éloigné hier à Genève, où les responsables de l'ONU ont commencé à envisager une suspension des négociations qu'ils tentaient de renouer à Sarajevo. Un accord aujourd'hui « semble de plus en plus difficile », a admis le représentant de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi, avant de reprendre dans les après-midi les discussions avec les dirigeants des belligérents, le vice-président bosnien Ejup Ganic et le leader serbe Radovan Karadzic. Son porte-parole, Michael Williams, a précisé que la durée de l'arrêt des hostilités constituait « la pierre d'achoppement critique » dans les discussions. Le projet d'accord préparé par l'ONU sur la base des directives données par

les grandes puissances prévoit un cessez-le-feu initial de quatre mois renouvelable. Or, le gouvernement de Sarajevo ne veut pas s'engager dans un arrêt des hostilités dépassant quatre semaines. Radovan Karadzic a, lui, fait monter les enchères en réclamant un pause des combats pendant un an tout en laissant entendre qu'il était prêt à accepter une période moins longue. Le porte-parole de M. Akashi a fait toutefois état de progrès dans les discussions menées avec Karadzic : outre les signes de flexibilité serbes sur la durée du cessez-le-feu, il a fait quelques concessions sur « la taille de la zone d'exclusion (de Sarajevo), les armes lourdes, la liberté de mouvement pour la FOR PRONU et les échanges de prisonniers ».

Rwanda : 700 orphelins évacués au Burundi

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pu évacuer de Butaré, deuxième ville du Rwanda, près de la frontière avec le Burundi, plus de sept cents enfants, orphelins ou abandonnés, dimanche et lundi, a indiqué Philippe Gaillard, chef de la délégation de Kigali du CICR. Les enfants ont été emmenés par cars et camions jusqu'à Bujumbura, la capitale burundaise, et devraient ensuite être emmenés à Bukavu au Zaïre.

L'encerclement de Kigali par les rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) est presque achevé. Mais les opérations militaires semblent piétiner dans la capitale, tandis qu'elles paraissent plus offensives aux environs de Gitarama, à environ 50 km au sud-ouest, où s'est replié le gouvernement intérimaire. Une nouvelle session de pourparlers entre rebelles et forces gouvernementales, prévue hier à Kigali puis reportée à aujourd'hui, a de nouveau été différée.

Corée du Nord : concertations à l'ONU

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France) ont entamé lundi à New York des consultations informelles pour préparer d'éventuelles sanctions contre la Corée du Nord, qui refuse de laisser inspecter ses sites nucléaires. Toutefois, aucune décision ne devrait être prise dans l'immédiat, en raison notamment des fortes réserves de la Chine, qui continue à privilégier le dialogue.

Les autorités de Pyongyang ne semblent pourtant pas disposées à faire des concessions. Elles ont jugé « inappropriée » une conférence internationale pour régler cette crise que proposait la Russie. En revanche, elles ont de nouveau menacé hier de se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire si l'Agence internationale de l'énergie atomique porte le dossier des inspections du programme nucléaire nord-coréen devant le Conseil de sécurité.

Attentat au centre de Moscou

Une voiture piégée a explosé hier au centre de Moscou, faisant au moins un mort et plusieurs blessés, selon la police. Le véhicule était de marque étrangère et garé près d'un arrêt de tramway, non loin de la gare Paveletski à une heure de grande affluence. Un témoin a indiqué que l'explosion avait soufflé toutes les vitres des immeubles environnants. Il s'agit du premier attentat connu à la voiture piégée à Moscou.

Colombie : au moins 150 morts après un séisme

Au moins cent cinquante personnes ont été tuées par un glissement de terrain provoqué par le séisme de lundi dans le village d'Irlanda, dans la province de Cauca, dans le sud de la Colombie, ont déclaré hier des radio-amateurs présents sur place. Le gouverneur de la province voisine de Huila a annoncé que cinq cents personnes au moins auraient disparu à la suite d'un autre glissement de terrain dans le village de Toes.

L'Italie demande l'extradition d'un ancien SS à l'Argentine

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a indiqué, hier soir, que l'Italie signifierait la demande d'extradition de l'ancien SS Erich Priebke (notre photo), aujourd'hui réfugié en Argentine. Cette procédure avait été engagée début mai, au lendemain de la découverte de cet ancien adjoint du chef de la Gestapo en Italie, qui a reconnu avoir pris part au massacre des Fosses Ardeatine, près de Rome, le 24 mars 1944. Cette affaire a provoqué la semaine dernière un certain malaise au sein du conseil municipal de Rome qui compte des membres de l'Alliance nationale



néofasciste. Ces élus craignent que son éventuel procès dans la péninsule ne ravive une polémique récurrente sur le fascisme dans le pays.

Hiroshima : le Japon veut faire classer les vestiges

Le gouvernement japonais a souhaité hier que le dôme de Hiroshima, symbole du bombardement atomique de la ville le 6 août 1945, devienne un site historique classé par les Nations unies. « En tant que seul pays à avoir subi un bombardement atomique, le Japon devrait faire savoir au monde que les armes nucléaires sont une chose tragique », a déclaré le Premier ministre Tsutomu Hata.

Le « non » du pape au sacerdoce féminin est définitif

Le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation vaticane pour la foi, a affirmé hier que le « non » du pape au sacerdoce féminin était une « déclaration » concernant un point de la doctrine catholique ayant un caractère « définitif et donc non réformable ». Fin mai, Jean-Paul II a confirmé dans une lettre apostolique la doctrine selon laquelle l'Eglise « n'a pas le pouvoir de conférer l'ordination sacerdotale aux femmes ». Le cardinal a voulu souligner « le caractère obligatoire » de ce document.

● Lettonie.

Le ministre letton des Affaires étrangères Georgs Andrejvs a démissionné lundi après avoir reconnu qu'il avait été un informateur du KGB pendant plusieurs dizaines d'années.

● Afghanistan.

De violents combats ont éclaté dans l'ouest et l'est de l'Afghanistan entre forces loyales au président Burhanuddin Rabbani et l'alliance des forces du Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar et du général Abdul Rashid Dostam, ont rapporté des voyageurs arrivés hier à Kaboul.

● Malaisie-Russie.

La Russie a vendu hier à la Malaisie 18 chasseurs MIG-29 pour trois milliards de francs, un contrat qui souligne la percée de Moscou sur le marché des armements dans le Sud-Est asiatique. La Malaisie paiera une partie du contrat sous la forme d'huile de palme, selon des responsables.

● Liban-Israël.

L'aviation militaire israélienne a survolé lundi soir la plaine de la Bekaa sous contrôle syrien, cinq jours après le raid meurtrier contre un camp d'entraînement du Hezbollah pro-iranien. Hier, des roquettes Katioucha se sont abattues près de la ville de Marjayoun, quartier général de l'armée du Liban-Sud, la milice pro-israélienne, sans faire de victime.

● Inde.

Deux touristes britanniques, un adolescent de 16 ans et un homme de 36 ans, ont été enlevés lundi au Cachemire par des indépendantistes pro-pakistais. Les ravisseurs veulent les échanger contre trois rebelles emprisonnés. C'est la première fois depuis trois ans que des indépendantistes du Cachemire enlèvent des étrangers.

Algérie : assassinat d'un journaliste

Un journaliste algérien, Ferhat Cherkit, du quotidien « El Moudjahid » (gouvernemental), a été tué par arme à feu hier au centre d'Alger, ont annoncé les services de sécurité algériens. Il est le quatorzième journaliste tué en Algérie depuis mai 1993. La radio algérienne a par ailleurs annoncé qu'un de ses techniciens, Hichem Guefnit, avait été assassiné hier à Alger.

Afrique du Sud : mise en place d'une « commission Vérité »

Une commission chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme en Afrique du Sud va être mise en place pour permettre au pays de « faire la paix avec son passé », a annoncé hier le ministre de la Justice Dullah Omar. « L'identité des victimes et ce qui leur est arrivé, et l'identité des auteurs doivent être rendus publics », a-t-il indiqué. Cette « commission Vérité » sera composée de personnalités qualifiées. Le régime blanc a été accusé d'avoir tué de nombreux militants anti-apartheid dans des conditions jamais éclaircies, et le Congrès national africain (ANC) d'avoir commis de graves violations des droits de l'homme dans ses camps d'entraînement à l'étranger.

Syrie-Israël : des Jordaniens annoncent un accord sur le Golan

Syriens et Israéliens seraient tombés d'accord sur le principe d'un retrait du Golan, occupé par Israël en 1967, ont indiqué hier des sources parlementaires jordaniennes. Selon des informations communiquées dimanche par le Premier ministre jordanien Abdel Salam Majali, Damas attendrait du Parlement israélien l'annulation de l'annexion en 1981 du Golan, et souhaiterait une reconnaissance publique des résolutions de l'ONU préconisant un échange des territoires arabes occupés par Israël en 1967 contre la paix, ainsi que le retrait du sud Liban.

Russie : Tchernomyrdine soigné en Allemagne

Le Premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine (notre photo), a déclaré hier qu'il espérait quitter dans les prochains jours Mayence, en Allemagne, où il est arrivé dimanche, afin de se faire examiner pour des problèmes rénaux. Selon le directeur du service d'urologie, son état de santé général est bon et son cas n'est pas inhabituel. Selon l'agence Interfax, il se fait soigner pour des calculs rénaux.



GROS PLAN

Tadjikistan : les Russes redoutent la guerre

Après l'assassinat de sept officiers russes au Tadjikistan en dix jours, les autorités russes, qui ont déployé près de 20 000 hommes dans ce petit Etat d'Asie centrale frontalier de l'Afghanistan, ont mis en place des mesures de sécurité renforcées. Les responsables militaires russes au Tadjikistan, chargés de contenir la poussée islamiste dans ce pays, craignent même d'être entraînés dans un nouveau bourbier afghan.

En 1989, l'URSS avait été contrainte de se retirer d'Afghanistan après dix ans d'intervention. Le haut commandement russe rappelle toutefois que la Russie est bien décidée à rester au Tadjikistan, où elle a des intérêts géostratégiques. Les Russes, qui soutiennent le régime néo-communiste mis en place à Douchanbé après la chute d'une coalition islamodémocrate fin 1992, doivent faire face à la fois aux incursions tadjikes depuis l'Afghanistan et à des actes terroristes isolés mais de plus en plus nombreux. « Il existe un danger certain de voir reprendre les affrontements », souligne Libij Bota, chef de la mission d'observation des Nations unies au Tadjikistan (UNMOT), qui rappelle cependant l'importance des pourparlers en cours entre opposants et gouvernement tadjiks. Le deuxième round des négociations doit se tenir le 18 juin à Téhéran.